

Rwanda

Trois mille « suspects » arrêtés. Paris presse le gouvernement de Kigali d'« engager le dialogue » avec l'opposition

Jean Hélène

Le Monde, 12 octobre 1990, page 9

Dans un communiqué, publié mercredi 10 octobre, le Quai d'Orsay souhaite que tout excès soit évité dans le règlement de la crise au Rwanda et appelle les autorités locales à engager le dialogue. Il estime que la situation créée par la pénétration au nord du Rwanda d'éléments armés et par les affrontements en cours demeure préoccupante. De son côté, M. Yoweri Museveni, chef de l'Etat ougandais, a déclaré qu'il ne pensait pas qu'une solution militaire soit possible et a proposé l'organisation d'une conférence régionale pour régler ce problème politique.

Au moment où des combats à l'arme lourde avaient lieu autour du camp militaire de Gabiro, à 70 kilomètres à vol d'oiseau de Kigali, le président Juvénal Habyarimana réunissait, mercredi, une conférence de presse. « *Les assaillants qui nous font face sont estimés à dix mille et ce chiffre correspond exactement au nombre de soldats qui viennent de désertre de l'armée ougandaise* », a-t-il indiqué sans lancer d'accusations directes contre les autorités de Kampala. Il a révélé qu'« *un deuxième contingent ennemi avait franchi la frontière ougandaise dimanche soir* », alors même que M. Museveni affirmait que la frontière était totalement close. A propos des arrestations, le président a avancé le chiffre de trois mille en précisant qu'il n'y avait là que « *des suspects qui seraient, après enquête, inculpés ou relâchés* ». Il s'est dit désolé des conditions de détention mais, vu l'urgence de la situation qui imposait l'identification du moindre suspect, « *on ne pouvait faire autrement* ». Les forces françaises et belges, a-t-il ajouté, sont chargées d'une mission humanitaire. Mais il a reconnu qu'il avait demandé

sans succès à Paris et à Bruxelles une intervention militaire « *qui ne rentre pas dans leur philosophie* ». Il peut, cependant, compter sur les soldats zaïrois, dont cent cinquante viennent d'arriver à Kigali, pour se joindre à cinq cents autres déjà sur place.

A propos de la situation politique, le chef de l'Etat a rappelé qu'il fallait « *tenir compte de la composition de la société* », justifiant ainsi la politique des quotas qui reflète, dans les institutions, l'importance de chaque ethnie. Il a fait remarquer que, dans ce conflit, il n'y avait pas eu, jusqu'à présent, de massacres tribaux comme dans les crises précédentes. Cet « *incident* » a-t-il conclu en faisant allusion à l'invasion des rebelles, « *nous a montré que le problème des réfugiés doit être réglé rapidement* ».